

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Occitanie**

520 allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER Cedex 02

PREFET DE L'HERAULT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020-I-343 ÉDICTANT DES MESURES CONSERVATOIRES

**dans l'attente de la régularisation de la situation administrative
de la société Énergie Renouvelable du Languedoc (ERL),
pour l'exploitation du Parc éolien sis lieu dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas**

**Le Préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive européenne n°92/43 du 21 mai 1992 et ses annexes concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5;

Vu l'arrêt N° 17MA00670 de la cour administrative d'appel de Marseille (CAA), lu en audience publique du 12 juillet 2019 relatif à l'annulation de l'arrêt préfectoral de prescriptions complémentaires du 18 juillet 2014, à la suspension d'activité et à la régularisation administrative du parc éolien exploité par la société ERL, sis lieu dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas ;

Vu la décision N° 434959 du Conseil d'État statuant au contentieux, lue en audience publique du 18 décembre 2019, relative au sursis à l'exécution de l'arrêt de la CAA n°17MA00670,

Vu l'arrêt préfectoral n° 2019-I-1390 du 28 Octobre 2019, mettant en demeure la société ERL, dont le siège social est situé à 188 rue Maurice Béjart, CS 57392, 34 184 Montpellier Cedex 4, de régulariser la situation administrative de son parc éolien « Bernagues », en déposant, un dossier de demande d'autorisation environnementale, complet et recevable conformément aux articles R 181-13 et suivant du code de l'environnement.

Vu le projet d'arrêt édictant des mesures conservatoires transmis à l'exploitant le 12 février 2020,

Vu les observations présentées par l'exploitant en date des 18 et 20 février 2020 ;

Considérant l'arrêt susvisé de la cour administrative d'appel N° 17MA00670 :

- annulant l'arrêt préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014-I-1277 du 18 juillet 2014,
- enjoignant le Préfet de l'Hérault de mettre en demeure la société ERL de régulariser sa situation en déposant une demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ,
- suspendant l'exploitation dudit parc éolien situé au lieu-dit « Bernagues », sur le territoire de la commune de Lunas jusqu'à l'intervention d'une nouvelle décision du préfet de l'Hérault sur cette demande ;

Considérant la décision du Conseil d'État n° 434959 qui, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le pourvoi n°433449 de la société ERL contre l'arrêt du 12 juillet 2019 de la CAA de Marseille, surseoit à l'exécution de l'arrêt de la CAA de Marseille, en tant seulement qu'il a prononcé la suspension de l'exploitation du parc éolien « Bernagues » situé sur la commune de Lunas ;

Considérant la remise en service à l'initiative de la société ERL de son parc éolien « Bernagues », à compter du 26 décembre 2019 ;

Considérant qu'une aile de Vautour Moine été retrouvée au pied de l'éolienne n°2 de Bernagues le 14 janvier 2020,

Considérant qu'à la suite de ce constat, l'exploitant a arrêté l'exploitation diurne du parc éolien Bernagues, depuis le 23 janvier 2020,

Considérant que les installations de la société ERL sont exploitées sans l'autorisation requise et qu'à la date d'édition du présent arrêté, la mise en demeure de régulariser issue de l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2019 susvisé n'est pas encore satisfaite ;

Considérant que face à la situation irrégulière des installations de la société ERL, et eu égard aux atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du même code en imposant des mesures conservatoires à l'activité des installations visées par la mise en demeure issue de l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2019 susvisé, dans l'attente de leur régularisation complète ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à réduire l'impact sur la biodiversité présentée par ses installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault,

ARRÊTE

Article 1.

L'exploitation du parc éolien Bernagues situé sur le territoire de la commune de Lunas, visée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation administrative n° 2019-I-1390, en date du 28 Octobre 2019, ne peut continuer que dans le respect des dispositions techniques imposées, en application du titre premier du livre V du code de l'environnement, et des prescriptions du présent arrêté.

La société Énergie Renouvelable du Languedoc, dont le siège social est situé à 188 rue Maurice Béjart, CS 57392, 34 184 Montpellier Cedex 4, prend, en outre, toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploiter et ne préjuge pas de la suite donnée à la demande de régularisation présentée dans le cadre du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

À tout moment, et notamment en cas de non-respect des dispositions du présent arrêté l'exploitation des installations mentionnées à l'alinéa précédent pourront faire l'objet de la suspension prévue à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Les installations concernées par le présent arrêté sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Lambert II étendu		Commune	Lieu-dit
	X (en mètre)	Y (en mètre)		
Aérogénérateur n° 1	673 038	1 860 097	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 2	672 980	1 860 270	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 3	673 067	1 860 395	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 4	673 172	1 860 748	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 5	673 257	1 860 880	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 6	673 410	1 860 953	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 7	673 418	1 861 112	Lunas	Bernagues

Article 2 . Textes applicables

Les installations, visées à l'article 1 du présent arrêté, sont conformes aux dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- Arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Article 3. Garanties financières

Conformément à l'article R515-101 du code de l'environnement, l'exploitation des installations, visées à l'article 1 du présent arrêté, est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106 de ce même code.

L'exploitant transmet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le calcul du montant des garanties financières exigées par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 4. Protection de la biodiversité

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision ou mortalité d'espèces protégées.

Il doit pouvoir disposer à tout moment des paramètres de fonctionnement et de bridage de chaque aérogénérateur (vitesse du vent, date, heure (précision à la minute), température, vitesse des pâles ...).

Article 5. Protection des chiroptères

Les nacelles des éoliennes et les éventuels éléments de structure creux verticaux sont équipées d'une grille dont le dimensionnement ne permet pas l'entrée de chauve-souris. Tout éclairage, autre que celui prévu pour le balisage aéronautique des éoliennes, est interdit.

Les éoliennes sont équipées d'un système de bridage entraînant, la nuit (du coucher au lever du soleil) du 1er mars au 31 octobre, un arrêt de leur rotor dans le cas où les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- une vitesse de vent inférieure à 8 m/s,
- une température supérieure à 10°C.

La vitesse du vent et la température sont mesurées au niveau de la nacelle.

Le bridage précité doit être opérationnel et efficace. L'exploitant doit être alerté sans délai de toute défaillance de ce système. En cas de défaillance effective, l'aérogénérateur concerné doit être automatiquement mis à l'arrêt jusqu'à réparation. L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de ces dispositions.

Un équipement d'enregistrement automatisé fixé à une hauteur adaptée, couplé à des écoutes simultanées au sol (en continu ou par échantillonnage), permettant de déterminer précisément l'activité des chiroptères sur le site, les vitesses de vent et les créneaux horaires et les périodes à retenir pour la programmation spécifique du bridage des éoliennes est mis en place. Les données enregistrées doivent permettre le cas échéant d'ajuster les modalités de bridage précité après validation par l'inspecteur des installations classées.

Article 6. Suivi du comportement et du transit migratoire de l'Avifaune et des Chiroptères

Afin d'évaluer les effets du projet sur les oiseaux et les chauves-souris, l'exploitant met en place les études suivantes :

- un suivi de la migration de l'avifaune ;
- un suivi de l'avifaune nicheuse ;
- un suivi du transit migratoire et local des chiroptères intégrant les données enregistrées en application de l'article 5 du présent arrêté.

Les protocoles de suivi doivent être transmis pour validation à l'inspecteur des installations classées avant leur mise en œuvre.

Ces suivis sont réalisés chaque année. Le bilan des résultats de l'année N est transmis à l'inspecteur des installations classées avant le 31 mars de l'année N+1.

Article 7. Suivi de mortalités

Pour les suivis de mortalité, les paramètres de correction concernant l'efficacité de l'observateur et la persistance des cadavres sont réalisés pour chaque saison, ainsi que la correction de la surface prospectée en cas d'impossibilité de parcourir l'ensemble des surfaces concernées par la chute potentielle de cadavres sous les éoliennes.

La surface à prospecter est a minima, un carré sous chaque éolienne de côté égale au diamètre du rotor additionné de 20 m minimum. Afin d'augmenter l'efficacité de la recherche de cadavres et de réduire le temps de recherche, l'intervention de chien(s) dressé(s) sera à privilégier. La justification des compétences du ou des chiens utilisés sera mentionnée dans chaque rapport des suivis.

Le suivi doit s'effectuer sous chaque éolienne suivant les fréquences suivantes :

- 2 passages par semaine du 1^{er} mars jusqu'au 31 octobre ;
- 1 passage par semaine du 1^{er} novembre à fin février ;

La fréquence de passage peut être renforcée en fonction des résultats des tests de persistance réalisés.

Les suivis de mortalités de l'année N doivent être transmis à l'inspecteur des installations classées avant la fin du premier trimestre de l'année N+1.

Article 9. Informations tenues à disposition

Les données du suivi automatisé prévu à l'article 5 du présent arrêté sont archivées selon les modalités suivantes :

- pendant toute la durée d'exploitation en cas de mortalité avifaune et chiroptère,
- pendant une durée d'un an, en cas d'activité de chiroptères enregistrée,
- pendant une durée d'un mois, en cas d'absence d'activité de chiroptères enregistrée.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 10. Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée la Cour Administrative d'Appel de Marseille :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à partir de la notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La Cour Administrative d'Appel de Marseille peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 11. Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Lunas et pourra y être consultée. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

Article 12. Exécution

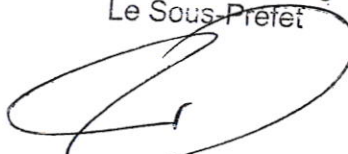
Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de Lunas sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ERL.

Montpellier, le 12 MARS 2020

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation

Le Sous-Préfet



Philippe NUGHO